https://www.acdn.net/spip/spip.php?article277

Les armes nucléaires dans la campagne présidentielle

François Bayrou veut-il vraiment le désarmement nucléaire ?

- Accueil - Elections - Elections 2007 - Echos de campagne -

Date de mise en ligne : jeudi 15 mars 2007

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

"Une politique rationnelle et juste serait de discuter d'un plan de désarmement nucléaire de long terme. Il permettrait de répondre, à tous les pays qui veulent la prolifération nucléaire, que nous allons - à pas programmés - vers un monde dans lequel cette arme serait bannie." (François Bayrou)

Parmi les « grands candidats », seul François Bayrou s'est dit prêt à « discuter d'un plan de désarmement nucléaire de long terme » pour instaurer « un monde dans lequel cette arme serait bannie » : « Déjà, ce n'est pas rassurant que cinq, six grands États aient l'arme nucléaire... Si on accepte la prolifération nucléaire, un jour un fou s'en servira ».
<dl class='spip_document_180 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'><a href='https://www.acdn.net/spip/IMG/jpg/ConfPP12mars07_005.jpg' title='JPEG - 43.3 ko' type="image/jpeg">

Conférence de presse, Paris, 12 mars 2007 : lancement du Pacte Pacifique

Il est étrange que la presse et les médias français, volontiers prolixes sur le cas de l'Iran ou de la Corée du Nord, admettent comme une affaire entendue les programmes français de "prolifération verticale" (4e SNLE, M51, ASMP-A, TNO...), qui coûteront au bas mot 18 milliards d'Euros de 2007 à 2012, et qu'ils ne soufflent mot du fait que les Etats nucléaires signataires du TNP -parmi lesquels la France- bafouent depuis des années l'article VI, qui leur fait obligation de négocier, entreprendre et achever l'abolition de leurs arsenaux nucléaires.

Etrange que la moindre déclaration émanant de Nicolas Sarkozy ou de Ségolène Royal, tous deux favorables à la force de frappe, fasse grand bruit, et que celle de François Bayrou sur le même sujet, mais dans un autre sens, n'ait pas reçu le moindre écho.

Dans ce contexte d'omerta, on pourrait craindre que le "Pacte Pacifique", présenté le 12 mars à Paris (Maison de Radio-France) par la Coordination pour le Désarmement et la Paix, subisse le même sort malgré l'ardente lettre de soutien que le maire d'Hiroshima avait envoyée. Mais les raisons de souscrire à ce pacte, que Roger Roth (Alliance Humaniste), Eric Bastin (Parti Humaniste), Jean-Marie Matagne (Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire) et le chanteur Francis Lalanne exposèrent, sont bien trop fortes pour laisser indifférents nos concitoyens, y compris des candidats à la présidentielle et aux législatives.

Georges Krassovsky, infatigable militant pacifiste de 92 ans, né dans une famille de militaires, s'est dit convaincu que son grand-père, général russe, aurait signé ce pacte dans le contexte mondial actuel. Jean-Marie Matagne, ex-candidat à la présidentielle de 2002, a lu sa lettre ouverte aux candidats de 2007 et évoqué les réponses reçues au « questionnaire citoyen » d'ACDN. Ainsi, plusieurs candidats à la présidentielle (Marie-George Buffet, Jean-Marc Governatori, Alain Ducq, Robert Braud, Christian Garino...), de nombreux candidats aux législatives, et des députés en exercice (dont Noël Mamère) se sont déclarés pour une initiative rapide et déterminée de la France en faveur du désarmement nucléaire général, et pour l'organisation d'un référendum sur cette question précise.

On attend avec d'autant plus d'intérêt la réponse de François Bayrou aux lettres que le président d'ACDN lui a adressées le 19 février et le 12 mars (voir ci-dessous).

Copyright © www.acdn.net

Le candidat Bayrou veut-il vraiment que la France enclenche le processus d'abolition des armes nucléaires ? Pour de nombreux électeurs, cette volonté représenterait un espoir immense et tout à fait déterminant.

François Bayrou a exposé sa vision de la dissuasion dans l'équilibre international, et de la menace de prolifération nucléaire, en réponse à Nicolas Voisin du "PoliTic'Show", le 21 octobre 2006.

« Ce qui se joue, dans les jours où nous sommes, est une question terrible pour l'humanité : si on accepte la prolifération nucléaire, un jour un fou s'en servira. La question est celle des détenteurs des armes, de leur caractère stable ou instable. Le droit d'ingérence se lit à l'aune de cette stabilité ou instabilité.

Déjà, ce n'est pas rassurant que cinq, six grands États aient l'arme nucléaire. On voit ce qui se passe en Iran : ce sont des technologies à la portée d'un appareil scientifique convenable. Il y a des risques de fuite.

Ces États qui ont l'arme nucléaire considèrent comme légitime qu'ils la détiennent, et que les autres ne la détiennent pas ; tandis que l'Iran ou la Corée du Nord disent ''et pourquoi pas nous ?''.

Une politique rationnelle et juste serait de discuter d'un plan de désarmement nucléaire de long terme. Il permettrait de répondre, à tous les pays qui veulent la prolifération nucléaire, que nous allons - à pas programmés - vers un monde dans lequel cette arme serait bannie.

La dissuasion a changé de visage. Il est donc nécessaire que nous reformulions notre doctrine en matière nucléaire.

Les intérêts vitaux de la France ne sont pas définis uniquement par les frontières hexagonales ou même l'Outremer. L'intérêt vital de nos alliés les plus proches est une part de notre intérêt vital.

Mais le caractère dissuasif de l'arme atomique vient de ce qu'elle est une arme de dernier recours : ce n'est pas une arme de maintien de l'ordre international, ou de lutte contre le terrorisme international. »

Interview sur le PoliTic'Show, 21 octobre 2006

Autres prises de position :

- Discours au colloque : "Relations internationales, défense : Quelle place pour la France ?", 22 juin 2006
- Discours de clôture du congrès de Lyon, 29 janvier 2006

Lettre à François Bayrou, le 12 mars 2007

Monsieur Bayrou,

Je vous ai déjà écrit [le 19 février 2007] pour vous soumettre deux questions posées par l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN), et je sais que vous avez reçu cette lettre.

Nous attendons votre réponse avec d'autant plus d'espoir que vous avez déclaré : "Une politique rationnelle et juste

serait de discuter d'un plan de désarmement nucléaire de long terme. Il permettrait de répondre, à tous les pays qui veulent la prolifération nucléaire, que nous allons - à pas programmés - vers un monde dans lequel cette arme serait bannie."

Ceci correspond très exactement à ce que nous visons, et nous aimerions que vous vous engagiez encore plus explicitement en répondant clairement aux deux questions que nous vous avons posées.

Permettez-moi de vous les rappeler :

1. Voulez-vous que la France demande à tous les États nucléaires, signataires ou non du TNP, de négocier, adopter et mettre en oeuvre au plus tard en 2010 un calendrier d'élimination de leurs arsenaux nucléaires sous un contrôle international strict et efficace, qu'elle suspende jusqu'en 2010 inclus ses programmes de nouveaux armements nucléaires, et affecte leur budget à la satisfaction de besoins sociaux, sanitaires, culturels, éducatifs, environnementaux ou humanitaires ?

2. Vous engagez-vous, si vous êtes élu à la présidence de la République, à organiser un référendum sur la question 1 dans un délai d'un an à compter de votre élection ?

La première question traduit en termes concrets cette volonté de désarmement nucléaire INTEGRAL, UNIVERSEL, PROGRAMMÉ et CONTROLÉ. Il est indispensable et urgent qu'un État nucléaire partie au TNP prenne l'initiative de provoquer le début des négociations exigées par son article VI, bafoué depuis des décennies. Ce peut être la France, et probablement elle seule dans un premier temps. Le moratoire sur le développement de nouvelles armes nucléaires françaises serait un geste fort qui attesterait du sérieux de cette volonté, sans pour autant préjuger du résultat final de la démarche. En effet, la force de frappe fonctionne et continuera de fonctionner bien au-delà de 2010 avec les moyens dont elle dispose actuellement. Or, d'après ses partisans elle est techniquement "crédible". Elle le restera donc pour un bon nombre d'années, avec ou sans missile M51, avec ou sans missile ASMP-A, avec ou sans Tête Nucléaire Océanique. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ait un réel intérêt stratégique, puisque en fait, quand on y réfléchit bien, elle n'en a pratiquement aucun.

La France, se conformant ainsi à deux résolutions récentes du Parlement européen, pourrait être entendue non seulement par le Royaume-Uni, où le renouvellement du système Trident rencontre une très vive opposition, mais encore par la Russie, la Chine et même les États-Unis, puisque des hommes comme Henri Kissinger ou George Shultz y réclament maintenant l'abolition des armes nucléaires et invitent leur pays à prendre lui-même la tête du mouvement.

Notre seconde question, en proposant un référendum sur la première (quels qu'en soient les termes exacts, pourvu que l'esprit en soit conservé), restitue au peuple français son droit de décision sur une question fondamentale. Ni le président de la République, ni le gouvernement, ni même le Parlement ne peuvent moralement -bien qu'ils ne s'en soient pas privés jusqu'à présent- conduire une politique de défense qui n'aurait pas l'aval du peuple, peuple qui peut fort bien former et exprimer sa volonté pourvu qu'il soit au préalable informé honnêtement et contradictoirement des réalités stratégiques du temps présent et des conséquences de son choix.

Monsieur Bayrou,

Les armes nucléaires sont la clef de voûte d'un système morbide et mortifère de menace mutuelle, de domination, d'oppression, d'exploitation, de violence, de guerre de tous contre tous, et finalement d'autodestruction, dont souffre l'humanité entière. Lorsque la planète sera débarrassée des armes nucléaires, des autres armes de destruction massive, voire, un jour, de toutes les armes de guerre, les hommes vivront beaucoup mieux. Plus libres, plus égaux,

Copyright © www.acdn.net

plus fraternels, ils pourront consacrer leur énergie et leur intelligence à résoudre solidairement leurs problèmes de vie et de survie.

Monsieur Bayrou,

Nous sommes nombreux -bien au-delà de notre association, bien au-delà des frontières françaises- à attendre votre réponse à cette question cruciale dont dépend l'avenir de nos enfants et nos petits-enfants, et l'existence même de l'humanité.

La paix est une question beaucoup trop grave pour être laissée aux seuls militaires (dont beaucoup, d'ailleurs, désapprouvent les armes nucléaires), aux marchands d'armes, et aux pachydermes de la "pensée stratégique". Le peuple, qui est loin d'être parfait mais n'est pas dépourvu de bon sens, doit s'en mêler. Encore faut-il lui en donner l'occasion et les moyens. De tous les candidats ayant une chance raisonnable de se trouver au deuxième tour de la présidentielle, vous êtes désormais le seul à pouvoir porter cet espoir. Le portez-vous vraiment ?

Jean-Marie Matagne

Docteur en philosophie

Président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)

Ex-candidat à l'élection présidentielle de 2002

Membre de la Coordination pour la Paix et le Désarmement (CDP)

Co-rédacteur du Pacte Pacifique

Copyright © www.acdn.net